

Communiqué récent de Michel Warchawski, directeur israélien du *Centre d'information alternative*¹ à Jérusalem (association pour la paix par le droit en Palestine) et militant de longue date pour les droits des Palestiniens.

Le couteau de cuisine - L'arme du désespoir

« Troisième Intifada » ? s'interrogent les éditorialistes. La question me semble sans grande importance : ce qui est certain par contre, c'est que nous sommes témoins de la fin d'une longue période de calme relatif en Cisjordanie occupée, en particulier à Jérusalem et dans sa grande banlieue. Un calme relatif lié à l'attente d'un éventuel débouché des initiatives diplomatiques menées par Mahmoud Abbas sous les conseils-pressions des États-Unis et des pays de l'Union européenne. Tout semble indiquer que le long sursis donné au Président palestinien par sa propre population touche à sa fin. Abou Mazen (*nom de guerre de Mahmoud Abbas*) n'a rien obtenu, ne serait-ce que dans le domaine du symbolique. Au contraire, il s'est attrapé des gifles humiliantes de la part d'un gouvernement israélien qui se refuse même à faire semblant de jouer dans la pièce tragico-grotesque que l'on nomme « processus de paix ».

Les dernières provocations israéliennes se sont passées sur l'Esplanade des Mosquées, le site le plus sensible pour les Palestiniens (et pour un milliard et demi de musulmans à travers le monde) sous la forme de parades musclées de la part de plusieurs ministres et députés de la droite au pouvoir, et la profanation d'el Aqsa par les forces de police israéliennes.

Si l'on s'obstine à appeler les événements actuels « Intifada », il est vraisemblable qu'on la nommera l'« Intifada des couteaux », c'est-à-dire une longue série d'initiatives individuelles où des hommes et des femmes, jeunes pour la plupart, s'en prennent à des soldats ou à des civils israéliens avec un couteau, un cutter ou même un tournevis. Ils savent qu'ils risquent leur vie, d'autant que Netanyahu et ses sbires ont appelé la population à s'armer et à tirer sur ceux qui attaquent des Juifs, « tirer pour tuer » ont-ils insisté. Comme l'indique Gideon Levi dans le Haaretz (*journal israélien*) du 11 octobre, il s'agit là d'exécutions sommaires de quiconque lève la main sur un Juif. Cette pratique sauvage s'étant confirmée au cours des derniers jours, toute agression palestinienne d'un Israélien, civil ou militaire, devient en fait une opération suicide.

Il est important de souligner que ces actes suicides ne sont pas le fait de militants organisés et ne sont pas commandités par tel ou tel mouvement national palestinien ; c'est d'ailleurs ce qui explique l'incapacité des services de renseignements à prévenir ces attaques : une jeune femme se lève un matin, prend un tournevis et attaque un Israélien, en uniforme ou non, en sachant qu'elle a toutes les chances, ou presque, d'y laisser sa vie. C'est dire **l'état de désespoir d'une population palestinienne** qui a perdu toute forme d'illusion sur le « processus de paix ».

C'est dire aussi l'isolement grandissant de Mahmoud Abbas par rapport à son peuple, continuant ses gesticulations diplomatiques stériles alors qu'il n'a aucun partenaire, ou plutôt, qu'en face de lui se trouve un gouvernement dont l'intransigeance et le comportement provocateur le tournent en ridicule.

Quant à la dite communauté internationale, elle appelle scandaleusement à « la fin de la violence des deux côtés » et se garde bien d'utiliser les moyens dont elle dispose pour imposer à l'État colonial israélien la mise en œuvre de résolutions qu'elle adopte régulièrement tout en continuant à traiter Israël comme un allié fiable et un partenaire avec lequel il est bon de faire des affaires.

(1) Le Centre d'information alternative (AIC) est membre de la fédération [Alternatives International \(AlterInter\)](#). Il est la première et la plus importante organisation israélo-palestinienne dont la principale mission est la dissémination d'information, de recherches et d'analyses politiques sur les sociétés israélienne et palestinienne et sur le conflit qui les oppose. AIC vise à promouvoir une meilleure coopération entre les deux peuples, basée sur des valeurs de justice, démocratique, de transparence ainsi que sur la participation citoyenne et communautaire. Il a été récompensé en décembre 2012 par le *Prix des droits de l'homme de la République française*.